

Décision n°90/2025

Objet : Droit de voirie – Occupation temporaire du domaine public - N° SIRET 333 568 723 00030 – Madame THIEBAUT Fabienne

Le Maire de la Commune de Vendargues ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2122-22 2° ;

VU la délibération du conseil municipal n°91/2023 en date du 6 décembre 2023, attribuant à Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, les délégations prévues à l'article L. 2122.22 du Code général des collectivités territoriales, et notamment celle de fixer, dans la limite de 10.000 € par occupation et par an, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

VU la décision n° 49/2024 du 12/07/2024 fixant les tarifs relatifs aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public ;

CONSIDERANT la demande formulée par Madame THIEBAUT Fabienne, gérante de « LA SALADELLE » sis route nationale 113 Zae Saint-Antoine Centre commercial Leclerc Lotissement (34130 Saint-Aunès), pour occuper un espace de vente de chrysanthèmes devant le cimetière communal pour la période du 28/10/2025 au 01/11/2025. (28, 29, 30 et 31/10/2025 de 9h à 13h et le 01/11/2025 de 9h à 15h).

DECIDE

Article 1 est octroyé le droit de voirie suivant :

Occupations ponctuelles temporaires :

NOM	Type d'emplacement / raccordement	Tarif
Madame THIEBAUT Fabienne N° SIRET 333 568 723 00030	Etalages de marchandises : environ 15 m²	15 €/jour x 5 jours =
	Total	75,00 €

Article 2 La recette est inscrite au budget de la commune, chapitre 70.

Article 3 Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte en prochaine réunion publique du Conseil Municipal.

Article 4 Monsieur le Maire informe du caractère exécutoire du présent acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne ou de sa transmission au contrôle de légalité.

Article 5 : Il est ici précisé que l'occupation est consentie sur un espace public vidéoprotégé selon les dispositions du Code de la sécurité intérieure et du Décret n°96-926 du 17 octobre 1996 modifié. L'exercice du droit d'accès aux images et toute information sur le dispositif de vidéoprotection s'opère auprès du service de la Police Municipale sis 18 rue Général Berthézène (34740 Vendargues – Tél. 04.67.70.71.86 – Mail : police.municipale@vendargues.fr).

Décision certifiée exécutoire par :

Transmission en Préfecture

Mise en ligne le le 21/10/2025

Fait à Vendargues, le 21 octobre 2025.

Le Maire,

Guy LAURET.

